

suggéré que les pays de l'Arctique créent un conseil chargé de promouvoir et de faciliter la coopération entre eux. Le gouvernement croit maintenant le moment venu d'établir ce Conseil de l'Arctique.

Le Canada entend donc faire une proposition en ce sens aux sept autres pays présents dans l'Arctique - soit la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Islande, le Groenland, les États-Unis et l'Union soviétique - lors de la rencontre ministérielle sur la coopération environnementale, qui doit avoir lieu en Finlande au printemps prochain. Le Canada est disposé à accueillir un secrétariat de taille modeste et à aider, dès le début, à en financer les travaux.

Le Conseil de l'Arctique devrait au départ se doter d'un programme souple, qui prendrait de l'ampleur à mesure que se développe la confiance. Le gouvernement croit aussi qu'il est essentiel que le Conseil permette aux habitants du Nord de se faire entendre, afin qu'ils puissent contribuer aux décisions qui se répercuteront non seulement sur leurs intérêts, mais aussi sur leurs vies. Enfin, le Conseil devrait être conçu de manière à permettre aux pays non-membres qui s'intéressent à l'Arctique et dont les activités influent sur le Nord, pour le meilleur et pour le pire, de se faire entendre.

Les défis sont de taille -- un environnement qui a grand besoin d'être nettoyé, des activités de mise en valeur qui se doivent d'être durables et des problèmes sociaux urgents et uniques en leur genre. Pourtant, la conjoncture n'a jamais été plus favorable. La guerre froide est finie, et nous pensons à la sécurité en termes de moins en moins militaires; le moment est venu d'avancer. Il n'y a pas d'autres pays mieux placés que le Canada et l'URSS pour assumer les responsabilités et saisir les possibilités qui se font jour. L'Arctique doit cesser de servir de frontière, et devenir une voie de communication.

Qu'il s'agisse de l'Arctique, du Golfe, de la CSCE, des Nations Unies, de la coopération ou du commerce, les possibilités des rapports canado-soviétiques sont innombrables. Quant aux avantages possibles, ils sont importants de part et d'autre. Heureusement, la volonté politique nécessaire est présente et l'engagement des deux parties, ferme.

L'URSS est rendue à un point déterminant de son histoire. S'agira-t-il d'un point tournant ou d'un point de rupture? La route est libre, mais il y a des dangers. Il est dans l'intérêt primordial du Canada que les possibilités en URSS se traduisent en réalités et que la société soviétique connaisse la prospérité et devienne la force positive qu'on devine déjà. Le Canada fera ce qu'il peut et doit faire pour favoriser des réformes utiles, des réformes qui portent fruit. C'est ainsi que nous bâtirons une relation durable, une relation vouée à la paix, basée sur la démocratie et axée sur la prospérité. Voilà l'engagement que nous prenons. Le tout maintenant est d'en faire notre destinée.